



# Les Etats-Unis mettent le Venezuela sous haute pression. Chronique d'un coup d'État parlementaire» annoncé

Par [Marc Vandepitte](#)

Mondialisation.ca, 29 janvier 2019

[investigation.net](#) 28 janvier 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

*Depuis quelques jours, la tension monte au Venezuela. Le 23 janvier, le Président du parlement s'est auto-proclamé Président du pays. Il a été immédiatement reconnu par les États-Unis, le Brésil et d'autres pays du continent gouvernés par la droite. On craint que ce ne soit le début d'une longue période de confrontation et de déstabilisation.*

## Cycles de violence

La tentative de renverser le président Maduro n'est pas inattendue. Depuis que Maduro est devenu président après la mort de Chávez en 2013, les États-Unis ont résolument mené une stratégie de [changement de régime](#). Les Etats-Unis essaient de persuader certaines parties [de l'armée de se retourner](#) contre Maduro, mais ils échouent. Washington dépend donc principalement de l'opposition interne et des pressions diplomatiques.

Les États-Unis [assistent](#) l'opposition politique et [tentent de l'unir](#) autant que possible. Selon le manuel des révolutions de couleurs, [les ONG, les organisations d'étudiants et les organisations locales](#) sont financées, formées et coachées pour organiser les émeutes de rue aussi efficacement que possible. La violence dans les rues vise à déstabiliser le pays à tel point que le gouvernement soit forcé de démissionner, ou que l'armée intervienne.

Depuis 2013, l'opposition a déjà déclenché [deux fois des cycles de violence](#) à grande échelle. En 2014, 43 personnes ont perdu la vie et 800 ont été blessées. En 2017, 131 personnes sont mortes.

Entre-temps, la situation économique s'est fortement détériorée. C'est principalement le résultat d'un modèle économique extrêmement dépendant des prix du pétrole, mais aussi d'une guerre économique pure et simple contre le gouvernement. Il faut aussi dire que le gouvernement n'a pas non plus réussi à surmonter les difficultés financières, sociales et économiques, ainsi que la mauvaise gestion, la bureaucratie et la corruption.

## Une nouvelle offensive

En mai 2018, Maduro a remporté les élections présidentielles avec 68% des voix. Cela a quelque peu sonné l'opposition qui a dû s'en remettre. Mais lorsque Nicolas Maduro a prêté serment pour un second mandat de six ans le 10 janvier dernier, elle a saisi sa chance pour une nouvelle offensive. [L'Organisation des États américains](#), sous l'influence des États-Unis, a rapidement déclaré qu'elle ne reconnaîtrait pas Maduro comme président. Et cinq jours

plus tard, [Trump](#) a annoncé qu'il qu'il envisageait de reconnaître Juan Guaidó comme président.

Guaidó est le Président du Parlement. Il a trente-cinq ans. Il est très proche de Leopoldo López, avec qui il est en [contact quotidien](#), malgré son assignation à résidence. Ensemble, ils ont fondé le parti d'extrême droite Voluntad Popular. Dans le passé, le parti a organisé piquets armés où des gens ont été tués, il a incendié des bâtiments publics et des hôpitaux, attaqué des ministères, etc.

Fort du soutien de Trump, l'opposition est descendue dans la rue le même jour dans le but d'expulser le président Maduro et de former un [gouvernement provisoire](#). L'amnistie a été promise aux soldats qui se soulèveraient. Six jours plus tard, le 21 janvier, des [soldats rebelles](#) ont mis en ligne un message vidéo dans lequel ils se sont déclarés loyaux envers le chef de l'opposition.

La tension a encore augmenté. Le 22 janvier, [Michael Pence](#), vice-président des États-Unis, a lancé un appel vidéo aux Vénézuéliens pour qu'ils sortent dans la rue et se débarrassent de Maduro. Un jour plus tard, l'opposition est [descendue en masse](#) dans les rues et il y a également eu de grandes contre-manifestations des partisans du gouvernement. Guaidó s'est auto-proclamé président par intérim. Il a été directement reconnu par les gouvernements des États-Unis, du Brésil et du Canada. La Russie, la Chine, la Turquie et le [Mexique](#), un grand et important pays de la région, continuent de reconnaître Maduro. L'Europe a d'abord adopté une approche prudente, mais opte désormais aussi sans ambiguïté pour un changement de régime...

Et maintenant?

Il est peu probable que la reconnaissance de Guaidó par les États-Unis et d'autres pays fasse tomber le président Maduro. Mais cela peut conduire à une déstabilisation accrue du pays. La Maison-Blanche opte pour la stratégie du chaos, comme elle l'a déjà fait dans tant d'autres endroits.

La reconnaissance de Guaidó encouragera et renforcera l'opposition. Si Guaidó n'est pas autorisé à occuper la présidence, cela pourrait conduire à d'autres sanctions économiques occidentales. Les États-Unis envisagent actuellement d'interdire les [importations de pétrole](#). Cela aurait de graves conséquences sur la situation financière du Venezuela et réduirait encore davantage la production pétrolière.

Même une intervention militaire étrangère [n'est pas exclue](#). Avec l'élection récente du belliqueux Bolsonaro, une telle intervention des États-Unis pourrait être sous-traitée au Brésil, avec la Colombie, le Pérou et d'autres pays de la région.

Quoi qu'il en soit, l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays souverain tel que le font les États-Unis aujourd'hui se fait sans honte et à la vue de tous. Cela va à l'encontre des principes les plus élémentaires des Nations Unies.

L'impasse au Venezuela ne peut être résolue que par le dialogue national. Pour sa part, Maduro soutient l'appel au dialogue national lancé par les gouvernements [uruguayen et mexicain](#). Toute interférence étrangère n'aura d'effet que d'augmenter la polarisation et la déstabilisation.

*Traduit du néerlandais par André Crespin*

Source : Journal Notre Amérique

La source originale de cet article est [investigaction.net](http://investigaction.net)

Copyright © [Marc Vandepitte](http://investigaction.net), [investigaction.net](http://investigaction.net), 2019

---

Articles Par : [Marc Vandepitte](http://investigaction.net)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)